

---

**Gilles FINCHELSTEIN, *Piège d'identité. Réflexions (inquiètes) sur la gauche, la droite et la démocratie.***

---

Le livre de Gilles Finchelstein a le mérite d'aborder une question importante, celle de notre identification politique. Comment nous rapportons-nous à la chose politique en général ? Et comment nous situons-nous dans telle ou telle partie de l'espace politique en particulier ? Cette question, G. Finchelstein la traite en partant du problème du clivage droite-gauche et de sa transformation actuelle.

**Pour une reconstruction du clivage droite-gauche**

Le constat de départ est clair et largement partageable. Le clivage droite-gauche, écrit G. Finchelstein, n'a certes pas disparu, mais il est fortement « dévalorisé ». Alors qu'au début des années 1980, il structurait aussi bien l'action gouvernementale que les représentations des citoyens, aujourd'hui le clivage droite-gauche n'éclaire que partiellement les orientations des décideurs et des électeurs. Plusieurs facteurs, rapidement énumérés par l'auteur, ont contribué à cette dévalorisation. Les grandes idéologies du XX<sup>e</sup> siècle sont épuisées, l'action des gouvernants est encadrée par les institutions européennes et contrainte par la mondialisation, l'électeur contemporain est plus mobile et plus critique, d'autres clivages sont apparus qui ne recoupent pas nécessairement le clivage droite-gauche.

Or – et c'est le point central – G. Finchelstein se dit inquiet de cette évolution. Car, pour lui, l'existence et même la prééminence du clivage droite-gauche sont nécessaires à la démocratie, c'est-à-dire, non seulement au fonctionnement de notre régime institutionnel, mais à la construction du sujet démocratique. En effet, le clivage gauche-droite contribue, selon l'auteur, à détacher les individus de leurs appartenances premières, en les invitant à se positionner dans le champ proprement politique. Tout autre clivage, qu'il soit de nature ethnique, religieuse, territoriale, purement économique ou purement sociale, n'est que l'expression de certaines différences de fait et rive ainsi l'individu à une identité donnée. De surcroît, le clivage gauche-droite n'interdit pas la fabrication de compromis entre positions adverses, tandis que les identités mises en jeu par les autres clivages sont difficilement négociables. En bref, le clivage gauche-droite apparaît comme un clivage de liberté. L'enjeu est donc de réactiver ce clivage, de manière à empêcher l'enfermement des individus dans telle ou telle identité collective.

Pour ce faire, G. Finchelstein se met à la recherche des sujets pouvant servir de point d'appui à la reconstruction du clivage droite-gauche. Notons qu'à ce stade, l'argumentation de l'auteur se complique quelque peu. A première vue, G. Finchelstein semble retenir deux sujets : celui de l'égalité et celui, justement, de l'identité. Ces deux sujets sont suffisamment brûlants dans la société pour qu'on puisse revivifier la division entre droite et gauche à partir d'eux. L'auteur enchaîne alors les propositions suivantes. Premièrement, l'identité et l'égalité sont des notions indissociables. G. Finchelstein avoue qu'il n'aimait pas, à l'origine, la notion d'identité, mais qu'il s'est aperçu qu'elle était complémentaire de la notion d'égalité : l'identité française est construite

autour d'un idéal d'égalisation des conditions et l'égalité n'est désirée qu'entre des citoyens partageant quelque chose comme une identité commune.

Cependant – deuxième proposition –, la question de l'identité doit être minorée par rapport à celle de l'égalité. Car, d'une part, elle alimente d'autres clivages que le clivage droite-gauche (par exemple l'opposition entre le peuple et les élites, les Français et les étrangers etc.) et, d'autre part, c'est une question sur laquelle les compromis sont difficiles à atteindre. Pour pacifier le débat sur l'identité, G. Finchelstein propose d'ailleurs un consensus général et minimal sur la laïcité et l'immigration, de manière à neutraliser les noyaux les plus électriques de la discussion. En réalité, c'est donc autour du problème de l'égalité que l'opposition droite-gauche doit se restructurer. Mais – troisième proposition –, cette restructuration exige que la gauche repense sa conception de l'égalité. En effet, écrit G. Finchelstein, la gauche ne peut s'opposer efficacement à la droite si elle s'en tient à sa vision et à ses pratiques traditionnelles concernant l'égalité. Une vision romantique, conduisant à dénoncer bruyamment les injustices sociales ; une politique redistributive, fondée sur le principe du *tax and spend*, devenue impraticable dans les conditions économiques actuelles. Sans véritablement décrire ce que serait cette nouvelle politique, G. Finchelstein en appelle alors à une conception « pré-distributive » de l'égalité, selon laquelle l'émergence des inégalités devrait être prévenue et empêchée grâce à l'accompagnement permanent des individus (on pense à la formation continue, par exemple). On suppose qu'une telle politique contredirait une conception plus droitiste de « l'égalité des chances », dans laquelle l'existence des inégalités n'est pas un problème, pourvu que la chance soit donnée au départ à tous les individus d'exprimer leurs capacités.

L'enchaînement de ces trois propositions donne une idée de la nature d'ensemble du livre. Celui-ci pose des problèmes intéressants, contient des réflexions justes, mais déroute son lecteur à plusieurs moments. De certaines propositions vraies, G. Finchelstein tire des conclusions qui peuvent être discutées, quand par ailleurs, il ne semble pas toujours tenir compte des implications de ses propres remarques. Je voudrais illustrer ce diagnostic en considérant plus précisément deux points : l'absolutisation du clivage droite-gauche et la semi-reconnaissance du problème de l'identité.

### **L'absolutisation du clivage droite-gauche**

G. Finchelstein a raison d'affirmer que le clivage droite-gauche non seulement n'a pas disparu, mais n'est probablement pas destiné à disparaître à moyen terme. Notre histoire politique, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, est faite de l'affaiblissement et de la reconfiguration de ce clivage à échéances régulières. Marcel Gauchet a bien montré, dans *Les Lieux de mémoire*<sup>1</sup>, que la persistance de la droite et de la gauche allait précisément de pair avec la variabilité du contenu de ces deux notions. Droite et gauche fonctionnent comme des repères d'identification dans la mesure même où elles se situent au-delà des variations parfois très importantes des partis et des idéologies en présence. Comme on le sait, la gauche fut un temps libérale, avant de devenir socialiste, puis sociale-libérale aujourd'hui pour une partie d'entre elle. A mon sens, G. Finchelstein a également raison de considérer que le clivage droite-gauche, en

---

<sup>1</sup> « La Droite et la Gauche » in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, III, *Les France*, 1. *Conflits et partages*, Gallimard, Paris, 1992, rééd. coll. « Quarto », tome II, 1997, p. 2533-2600.

tant que clivage politique, est d'une nature différente des autres clivages et contribue d'une certaine façon à l'autonomie du sujet qui s'y rapporte. Ici, c'est la généralité même du clivage qui fait sa vertu politique : dans la mesure où l'opposition entre droite et gauche englobe des questions économiques, sociales, morales etc., le citoyen qui prend parti dans cette opposition ne peut s'identifier exclusivement à l'un des aspects de sa situation, mais est obligé de les articuler et donc, d'une certaine manière, de les penser.

Cependant, à partir de cette considération, G. Finchelstein en vient à faire du clivage droite-gauche un clivage à ce point général que toutes les positions semblent devoir se réaligner de part et d'autre de son axe. Pour exemple, on peut ainsi évoquer le propos de l'auteur sur les centristes. Lorsqu'il évoque les centristes, G. Finchelstein parle comme si ceux-ci devaient *nécessairement* se situer à droite ou à gauche. Il ne dit pas seulement – comme on fait souvent – que le clivage résiste à la critique centriste dans la mesure où le centre se positionne de fait par rapport à la droite et à la gauche. Mais il affirme que la plupart des centristes sont à droite et que les autres les rejoindront ou bien tomberont à gauche<sup>2</sup>. Il me semble que cette manière d'étendre la portée de l'opposition droite-gauche revient tout simplement à nier certains faits, comme par exemple le fait qu'un certain nombre de citoyens ne parviennent à se reconnaître ni dans la droite, ni dans la gauche, et ce, pour des raisons qui ne sont pas accidentelles. En un sens, G. Finchelstein ne nie pas qu'il existe quelque chose comme une sensibilité centriste distincte. Lui-même distingue par exemple, parmi les élus de droite, entre un « modéré humaniste » tel que Jacques Barrot et un personnage « hyper droitier » comme Laurent Wauquiez (p. 165). Mais, précisément, G. Finchelstein considère qu'il s'agit là d'une différenciation interne à la droite et à la gauche et qui n'est pas destinée à s'exprimer en dehors de l'opposition droite-gauche. C'est oublier un peu vite que, comme le raconte toujours Marcel Gauchet, il y a toujours eu un centre, ou des centres, en France depuis la Restauration, et que c'est la dynamique même du clivage droite-gauche qui génère une insatisfaction et une orientation centristes<sup>3</sup>.

Les remarques de G. Finchelstein concernant la possibilité d'une coalition de gouvernement rassemblant des personnalités de camps différents me paraissent également discutables. Je viens de dire que, pour G. Finchelstein, les différences entre modérés et radicaux, réformateurs et protestataires etc., doivent rester des différences internes à la droite et à la gauche. Ceci implique pour lui qu'un gouvernement des réformateurs de l'un et l'autre camps est à la fois impossible en l'état et indésirable – les deux arguments se chevauchant partiellement. Je partage d'abord avec G. Finchelstein l'idée que le terme « réformateur » est un terme piégé, dans la mesure où il ne dit rien du sens des réformes que les uns et les autres veulent mettre en œuvre (p. 137). De surcroît, il y aurait à s'interroger sur la pertinence même du mot et de la manie de « réformer » : l'action politique n'est peut-être pas exactement équivalente à la réforme – mais c'est un autre sujet.

<sup>2</sup> « Un centre autonome est né. [...] On peut penser que cette construction ne sera qu'éphémère et que le centre va une nouvelle fois se faire aspirer par la droite. Ou, à l'inverse, qu'il va basculer à gauche dans une nouvelle alliance. » *Piège d'identité*, p. 55

<sup>3</sup> Ce qui ne veut pas dire que, pour Marcel Gauchet, le centre ait la même densité ou la même importance que la droite et la gauche.

G. Finchelstein commence par remarquer qu'entre les personnalités formant un soi-disant axe réformateur, les différences idéologiques sont peut-être plus significatives qu'il n'y paraît : Juppé, note-t-il, veut réduire les dépenses publiques de façon importante quand Valls ne le fait pas et ne met pas cet objectif au cœur de son discours. G. Finchelstein a raison de ne pas se fier aux modes médiatiques qui rapprochent aujourd'hui ceux qu'on opposait irrémédiablement hier. Mais je trouve, en premier lieu, que son exemple est mal choisi. Ce n'est pas parce que Manuel Valls ne parle pas de réduire les dépenses qu'il ne songe pas, et très évidemment, à le faire. Je ne suis d'ailleurs pas sûre que la question du périmètre des dépenses publiques soit la plus pertinente pour évaluer l'écart idéologique entre les acteurs politiques. En second lieu, il me semble que G. Finchelstein sous-estime la puissance d'entraînement de l'élection présidentielle. Si un président était élu sur le projet de réunir les forces vives du pays pour le sortir du marasme, il n'y a pas de doute que beaucoup de différences relatives s'effaceraient, à condition, bien entendu, de construire une coalition politiquement raisonnable, c'est-à-dire dont les participants aient effectivement une communauté de vue sur les problèmes urgents.

Cependant, ce qui me paraît plus contestable est le raisonnement suivant. Pour qu'une coalition des forces réformatrices soit possible, note G. Finchelstein, il faudrait que ces forces puissent exister en tant que telles au niveau institutionnel. Cela suppose l'instauration du mode de scrutin proportionnel. Or, poursuit-il, cette réforme du mode de scrutin n'aurait de sens *qu'à condition d'installer la proportionnelle intégrale*, faute de quoi, le but recherché serait manqué. Mais abandonner le scrutin majoritaire revient à jeter nos institutions dans la folie de l'instabilité et de l'ingouvernabilité (p. 138-40). L'union des forces vives au prix de la folie, donc. Cette démonstration est à mes yeux douteuse. Parmi ceux qui militent, et depuis longtemps, pour la réforme du mode de scrutin ou pour un gouvernement d'union, je ne connais personne qui défende le principe de la proportionnelle intégrale et je ne vois pas en quoi celle-ci serait requise pour faire vivre au niveau institutionnel ce pluralisme que G. Finchelstein souhaite cantonner à l'intérieur de la droite et de la gauche. En réalité, la proportionnelle intégrale n'est discutée que par ceux qui souhaitent démontrer qu'une réforme du mode de scrutin serait néfaste<sup>4</sup>. Au fond, affirmer qu'un gouvernement de coalition dépassant le clivage droite-gauche serait dangereux parce qu'il impliquerait de mettre sens dessus-dessous nos institutions me paraît à côté du sujet.

Derrière toute cette discussion, il y a en réalité deux véritables questions, que G. Finchelstein évoque, mais sans vraiment les traiter. La première est celle de la capacité du gouvernement à agir. Pour agir, un gouvernement

---

<sup>4</sup> G. Finchelstein évoque le rapport « Refaire la démocratie », co-présidé par Claude Bartolone et Michel Winock. D'après l'auteur, ce rapport préconise que « *la moitié, voire la totalité* des députés soient élus à la représentation proportionnelle », p. 138-39. Mais il y a une grande différence entre « la moitié » et la « totalité » des députés, et, à ma connaissance, le rapport ne parle jamais d'élire tous les députés à la proportionnelle. Pour être exacte, le rapport précise que la majorité du groupe de travail est favorable à ce que la moitié au moins des députés soient élus à la proportionnelle. Le paragraphe suivant évoque explicitement un scrutin à l'allemande, combinant scrutin majoritaire et scrutin proportionnel. Enfin, le rapport ajoute que le groupe de travail n'a pas décidé de la meilleure modalité d'introduction de la proportionnelle. Cf. « Refaire la démocratie », rapport n° 3100, p. 55-57. Disponible sur le site de l'Assemblée Nationale.

doit disposer d'une légitimité suffisante auprès d'une part suffisante de la population. Or, G. Finchelstein reconnaît que depuis plusieurs décennies, les gouvernements sont de fait minoritaires. L'idée d'une grande coalition permettant de rassembler de part et d'autre du clivage central de notre vie politique est précisément destinée à constituer cette légitimité qui manque à nos gouvernements. Si G. Finchelstein refuse cette possibilité, comment entend-il résoudre le problème auquel elle est censée répondre ? Contre le principe de la grande coalition, il défend l'idée que les réformistes prennent l'ascendant à l'intérieur de chaque camp. Mais comment cela fera-t-il une majorité de gouvernement ? G. Finchelstein pose la seconde question quand il exprime le vœu que les partis français apprennent à jouer correctement leur rôle dans l'opposition. Quand ils ne gouvernent pas, les partis doivent tenir une opposition constructive, forçant le gouvernement à améliorer sa politique, et réfléchir à de vraies solutions pour le jour où ils accèderont à leur tour au pouvoir. Cependant, à nouveau, G. Finchelstein ne nous dit pas comment son vœu pourrait être amené à se réaliser. Si l'on maintient le mode de scrutin actuel, qu'est-ce qui forcera des élus assurés de revenir au pouvoir, à changer leur comportement et à s'investir correctement dans leur rôle d'opposants ? L'argumentation de l'auteur contre la perspective d'une grande coalition laisse ces questions pendantes.

### **Une étrange reconnaissance du problème de l'identité**

Le livre de G. Finchelstein s'intitule *Piège d'identité*. A première lecture, ce titre signifie que s'inquiéter d'une perte quelconque d'identité collective est un piège à éviter. Le livre à la fois contredit et confirme étrangement ce que son titre laisse entendre. D'un côté, G. Finchelstein avoue qu'il a changé d'avis sur la question de l'identité. « En commençant cet essai, je privilégiais l'hypothèse d'une opposition radicale entre l'égalité et l'identité. En l'achevant, quelques mois plus tard, je suis frappé par le paradoxe suivant : les deux questions sont, au contraire, inextricablement liées, et les partis politiques sont incroyablement hémiplegiques. » (p. 161-62). Si ces deux questions sont indissociables, le tort de la droite serait donc d'oublier le problème de l'égalité et l'erreur de la gauche serait de ne pas penser le problème de l'identité. C'est bien ce que G. Finchelstein reproche à l'un et l'autre mouvements. Mais, curieusement, sa réflexion sur l'identité s'arrête là. Le reste du livre consiste bien plutôt à montrer que la question de l'identité nationale ne doit pas être mise, ou laissée, au cœur du débat public ; et que tous les positionnements identitaires (qu'ils soient nationalistes, régionalistes, religieux ou autres) reviennent à s'enfermer dans une identité particulière. A la rigueur, G. Finchelstein ne semble s'intéresser à « l'identité française » que dans la mesure où elle est fondée sur le principe d'égalité et porteuse d'égalisation des conditions. Dans la mesure, autrement dit, où elle nous ramène au problème de l'égalité.

On peut tout à fait considérer que le thème de l'identité est un thème piégé. Personnellement, il me semble que la notion d'identité, du moins telle qu'elle est maniée dans le débat contemporain, ne permet pas de bien poser le problème de notre existence en tant que communauté politique. Car si nous reconnaissons qu'il existe une identité historique et même culturelle de la France, cela ne nous dit pas comment nous devrions assumer politiquement aujourd'hui cette identité. Mais, d'une part, on ne peut nier qu'il y a, sous-

jacente au débat confus sur l'identité nationale, une interrogation légitime – interrogation sur notre capacité à former un sujet d'action collectif et sur la manière de le faire. D'autre part, et surtout, je trouve étrange de réhabiliter la question de l'identité pour la laisser à ce point vacante. (Du reste, on pourrait aussi reprocher à G. Finchelstein de ne guère approfondir ce débat sur l'égalité à partir duquel il prétend rebâtir le clivage droite-gauche). En réalité, on ne peut se départir du sentiment que, pour G. Finchelstein, le seul processus d'identification politique légitime est celui qui passe par l'identification à la droite ou à la gauche française. Si la question de l'identité est effectivement réhabilitée, c'est en ce sens que tout le livre nous invite à nous situer, à la fois idéologiquement et affectivement, à droite ou à gauche.

Je l'ai dit, il me paraît important de comprendre comment, nous autres citoyens des démocraties modernes, nous situons dans la communauté politique. De ce point de vue, la volonté de G. Finchelstein de redonner un sens, ou une raison, au clivage droite-gauche me paraît respectable, en dépit des limites de son argumentation que j'ai tenté de mettre en évidence. Mais je trouve, dans *Piège d'identité*, une faute de goût. A trois reprises, G. Finchelstein écrit : « J'aime le clivage droite-gauche » (p.14) ou « Je chéris le clivage droite-gauche » (p. 35 et 36). Ces deux formules me semblent parfaitement déplacées. On peut se sentir de droite ou de gauche. On peut chérir les siens et son pays. On peut juger nécessaire en raison l'existence du clivage droite-gauche. Mais aimer un clivage ? Cela ressemble à une confusion des ordres.

---

### **Agnès Louis**

Agnès Louis est docteur en science politique et professeur certifié de lettres modernes.  
agnes.louis@live.fr

### **Pour citer ce texte**

Agnès LOUIS, « Recension : *Piège d'identité*. », *Site de l'AMEP*, mai 2016, p. 1-6. URL : [http://etudespolitiques.org/wp/recension\\_finchelstein/](http://etudespolitiques.org/wp/recension_finchelstein/)

*NB : Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur.*

---